RAPPORT D'INVESTISSEMENT DURABLE

PREMIER TRIMESTRE 2021

Document marketing.
Les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance sont désignés par l'acronyme ESG dans l'ensemble du document.

Schroders

SOMMAIRE

INTRODUCTION

2021 : une année critique pour le changement climatique ? **3**

ÉCLAIRAGE SUR L'INVESTISSEMENT DURABLE

Comment comprendre la croissance des règles de l'UE en matière d'investissement durable **4**

Débat sur le salaire minimum américain : mission impossible ou mission primordiale ? **6**

Perspectives de vote sur la saison **9**

Schroders et l'initiative Net Zero Asset Managers **11**

Tour d'horizon des articles de notre rubrique Éclairage sur l'investissement durable **13**

ACTIONNARIAT ACTIF

La course vers l'objectif zéro émission nette : notre appel à l'action **14**

Notre dialogue avec les banques concernant leur financement des énergies fossiles **16**

Les constructeurs automobiles préparent-ils leur main-d'œuvre en vue d'un avenir plus numérique ? **18**

Nos engagements en quelques chiffres **20**

Nos votes en quelques chiffres **21**

Les entreprises avec lesquelles nous dialoguons **22**

Progrès réalisés en termes d'engagements **28**

2021 : une année cruciale pour le changement climatique ?

Compte tenu du report de la Conférence des Parties (COP) 26 prévue en novembre, nous pensons que l'action climatique figurera en haut de l'ordre du jour de l'investissement durable.

Hannah Simons
Responsable de la Stratégie d'investissement durable

L'année dernière a été une année de transformation en matière de durabilité, et 2021 s'annonce dans la même veine.

Après une année mouvementée sur le plan des entrées de capitaux dans les fonds durables en 2020, la tendance a été marquée par des flux très positifs au cours des deux premiers mois de cette année, selon des estimations de JP Morgan s'appuyant sur des données récoltées par Lipper.

Dans sa mise à jour de 2021, le rapport annuel sur les risques mondiaux du Forum économique mondial souligne que quatre des cinq risques les plus probables identifiés par les chefs d'entreprise sont d'ordre environnemental. Nous pensons également que le changement climatique occupera le devant de la scène cette année, et ce avant même le report de la COP 26, qui devrait avoir lieu début novembre.

Nous avons de plus mis à l'honneur les questions environnementalesdans notre premier rapport de 2021, avec un certain nombre d'articles sur le thème du climat.

Nous avons notamment réalisé une séance de questions-réponses avec Andy Howard, Responsable de l'Investissement durable, que nous avons interrogé à propos de l'adhésion à l'initiative Net Zero Asset Managers dont Schroders est l'un des membres fondateurs, et qui nous a expliqué comment les entreprises du FTSE 350 ont réagi à la lettre que leur a adressée Peter Harrison, le Directeur général du Groupe, afin de leur demander de préparer et de publier leurs plans de décarbonation de l'économie mondiale.

Nous examinons également l'impact de la transition vers une économie bas carbone sur les banques et l'automobile. Le secteur bancaire est très exposé aux énergies fossiles, une industrie confrontée à d'importants risques financiers, réglementaires et de réputation. L'automobile, pour sa part, doit changer de modèle économique et s'orienter vers des solutions technologiques. Nos analystes ont dialogué avec des entreprises de ces deux secteurs pour mieux comprendre leur exposition à ces risques et opportunités.

Au-delà du thème du climat, notre dernier rapport examine un certain nombre d'autres questions clés en matière de durabilité.

En Europe, la nouvelle réglementation sur le développement durable sous la forme du Règlement sur la Publication d'Informations en matière de Durabilité (SFDR) s'est concrétisée le 10 mars dernier. En donnant la priorité à la transparence et la divulgation, l'objectif n'est plus tant de parler à nos clients de notre approche de la durabilité mais plutôt de leur montrer les preuves de ce que nous faisons. Le SFDR fait partie de l'initiative de l'Union européenne en matière de développement durable tandis que Anastasia Petraki, Responsable de la Recherche sur les politiques publiques, nous aide à naviguer à travers ce complexe ensemble de nouvelles règles.

Aux États-Unis, le problème de l'inégalité des revenus est de plus en plus reconnu. Sarah Bratton Hughes, Responsable du Développement durable en Amérique du Nord, se penche sur le débat sur le salaire minimum.

Dans le même temps, la saison de vote 2020 a été marquée par l'adoption d'assemblées générales annuelles (AGA) virtuelles. Daniel Veazey, Responsable de la Gouvernance d'entreprise, partage ses réflexions sur ce que nous réserve la saison 2021. Autant le dire toute de suite : les AGA virtuelles continueront certainement de jouer un rôle !

Nous espérons que vous trouverez ce rapport informatif et pertinent. Pour vous tenir informé de nos dernières recherches sur divers sujets, consultez notre page Internet dédiée au développement durable.

Comment comprendre la croissance des règles de l'UE en matière d'investissement durable

Les nouvelles réglementations de l'UE en matière de durabilité affecteront de nombreux acteurs des marchés financiers. Nous examinons certaines des nouvelles règles du Plan d'action sur la finance durable.

Anastasia Petraki
Responsable de la Recherche sur les politiques publiques

Ces dernières années, de nouveaux mots ont fait irruption dans notre vocabulaire quotidien. Nous sommes passés des termes de « changement climatique » et d'« économie verte » à ceux plus spécialisés de « durabilité » et d'« intégration », en passant par des notions étranges au premier abord telles que les « principales incidences négatives » et la « taxonomie ». Que se passe-t-il ?

De nouvelles réglementations en matière de durabilité établies par l'UE affectent les gérants d'actifs, les entreprises, les conseillers en investissement et bien d'autres acteurs sur les marchés financiers ;

une tendance qui tient au fait que le changement climatique devient plus difficile à ignorer. Les responsables politiques ont pris la mesure des efforts nécessaires pour lutter contre ce phénomène et l'ensemble de ses conséquences.

L'« appel aux armes » de l'Union Européenne a pris la forme du Pacte vert (Green Deal) de l'UE, en vertu duquel elle devrait introduire un cadre détaillé de politiques et de nouvelles réglementations afin d'atteindre zéro émission nette d'ici 2050. Une très longue liste d'éléments devront ainsi changer dans l'économie réelle, notamment : les méthodes de construction de nos logements, les modes de transport que nous utilisons pour nous rendre d'un point A à un point B, l'emballage des produits que nous achetons au supermarché, la provenance de l'énergie utilisée pour la cuisine et le chauffage, la durée de vie des batteries de nos smartphones, etc.

L'investissement initial nécessaire pour mettre en œuvre tous ces changements est estimé à environ 2 600 milliards d'euros d'ici 2030[1]. Environ la moitié de ce montant proviendra de diverses sources publiques, comme le budget de l'UE. L'autre moitié devrait provenir de l'investissement privé, un type de financement rendu possible grâce à la réglementation mise en place dans le cadre du Plan d'action sur la finance durable.

Bien qu'il soit assez élaboré dans sa structure, ce plan a un objectif ultime : faire évoluer l'investissement vers des projets et des entreprises plus durables, afin d'opérer une transition plus rapide vers une économie à faibles émissions carbone.

De nombreux obstacles se dressent face à cet objectif, tels que notamment la fragmentation des marchés, la labellisation vague des produits d'investissement présentant des caractéristiques de durabilité et le manque de transparence des entreprises concernant l'évaluation de la durabilité. Chaque élément de réglementation lié au Plan d'action sur la finance durable tente d'éliminer ou de surmonter ces obstacles. Les buts poursuivis sont les suivants :

- Avoir un langage commun sur ce qui est durable et ce qui ne l'est pas **(règlement Taxonomie de l'UE)**
- La publication par les entreprises de rapports sur les informations de durabilité correspondantes dans leurs comptes **(directive sur le reporting extra-financier)**
- La transparence des investissements en matière de durabilité tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau des produits **(règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité)**
- Faire en sorte que les conseillers financiers discutent explicitement avec leurs clients de leurs préférences en matière de durabilité **(règles d'adéquation de la directive modifiée concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID II))**

La liste complète des nouvelles réglementations est bien plus longue que celles que nous avons identifiées ci-dessus. En effet, pour atteindre son objectif très ambitieux, la réglementation devrait concerner chacun des maillons de la chaîne d'investissement : détenteurs d'actifs, gérants d'actifs, conseillers, fournisseurs de notes de crédit, fournisseurs d'indices de référence, etc.

Pour comprendre comment ces nouvelles règles sont censées fonctionner, nous pouvons les examiner du point de vue des flux d'information.

Tout d'abord, les entreprises rendent compte de leurs activités et signalent dans quelle mesure elles sont durables selon la nouvelle réglementation. Par la suite, les investisseurs institutionnels (gérants d'actifs, fonds de pension et assureurs) peuvent prendre ces informations, les utiliser pour allouer des fonds et, en parallèle, rendre compte de leur approche de la durabilité dans leur activité, et signaler si leurs produits présentent des caractéristiques de durabilité.

« Le plan a un objectif ultime : faire évoluer l'investissement vers des projets et des entreprises plus durables, afin d'opérer une transition plus rapide vers une économie à faibles émissions de carbone. »

Anastasia Petraki, Responsable de la Recherche sur les politiques publiques

1 Source : Plan d'investissement du Pacte vert (Green Deal) de la Commission européenne

Les conseillers peuvent examiner quel fonds d'investissement, fonds de pension ou fournisseur d'assurance a intégré la durabilité dans son approche d'investissement et quels produits sont durables sur le plan environnemental. Ils peuvent alors les recommander aux investisseurs finaux ayant une préférence pour la durabilité.

Enfin, le maillon final de la chaîne : les investisseurs finaux pourront voir à travers toutes les informations publiées quels fournisseurs et lesquels parmi leurs produits sont durables, et/ou suivre les recommandations des conseillers en vue d'acheter ces produits.

Nous avons écrit un long article qui examine plus en détail à la fois la réglementation issue du Plan d'action sur la finance durable et les rôles définis pour chaque acteur le long de la chaîne d'investissement. Ce document est réservé aux investisseurs professionnels.

Bien que des risques pèsent sur la réussite de la mise en œuvre du plan, ces écueils pourront être évités grâce à une planification et une coopération minutieuses entre les secteurs et les pays. Une chose est certaine : il reste encore beaucoup à faire. Au cours des deux dernières années, il a surtout été question de façonner le nouveau paysage réglementaire. Les deux prochaines années consisteront ainsi principalement à la mise en œuvre de tous les changements. Même si certains acteurs de la chaîne d'investissement auront besoin d'être plus encouragés que d'autres, l'objectif consiste en une amélioration globale. Ces efforts constituent les premiers pas dans la bonne direction sur le long chemin qui mènera à un avenir plus durable.

Certains considèrent l'Europe comme le leader de la réglementation en matière de durabilité. L'UE a en effet été la première à poser les bases d'un cadre de finance durable et possède une longueur d'avance dans l'élaboration de la réglementation correspondante.

Toutefois, d'autres régions, en particulier l'Asie, la talonnent et, dans certains cas, s'inspirent même du cadre de l'UE.

Consultez notre nouvel article, dans lequel nous discutons de la manière dont les changements réglementaires visant à soutenir la finance durable progressent à l'échelle mondiale. Ce document est réservé aux investisseurs professionnels.

Débat sur le salaire minimum américain : mission impossible ou mission primordiale ?

L'augmentation du salaire minimum à l'échelle fédéral à 15 USD de l'heure est devenue un sujet controversé. Alors que le débat porte sur la question de savoir si les avantages compensent les coûts, nous proposons une perspective différente - ainsi qu'une solution potentielle.

Sarah Bratton Hughes
Responsable de la stratégie d'investissement durable, Amérique du Nord

Le problème de l'inégalité des revenus aux États-Unis n'est pas nouveau. La question, que les événements politiques et sociaux récents avaient déjà mise sur le devant de la scène au cours des dernières années, a bénéficié d'un net regain d'attention en 2020 en raison de la pandémie de la Covid-19.

L'une des initiatives annoncées récemment par le président Biden serait de relever le salaire minimum fédéral de 7,25 USD à 15 USD de l'heure. De nombreux lobbyistes d'entreprises affirment qu'une telle initiative obligera les entreprises à répercuter les coûts supplémentaires sur les consommateurs ou bien qu'elle déclenchera des mesures de réduction des coûts qui risquent de nuire aux entreprises dans des secteurs dépendants des ressources humaines, comme les services, la distribution, la restauration et l'industrie manufacturière.

S'il est vrai que la mise en place d'un salaire minimum décent pour tous les travailleurs américains n'est pas si simple, sans compter les coûts associés au paiement d'un tel niveau de rémunération, de nombreux économistes estiment que la qualité de l'emploi est l'un des principaux moteurs de la participation au marché du travail et de la croissance du PIB. Selon eux, l'octroi d'un salaire minimum suffisant pourrait compenser les coûts d'un point de vue macroéconomique et éventuellement contraindre les entreprises à innover et à réaliser de nouveaux gains d'efficacité.

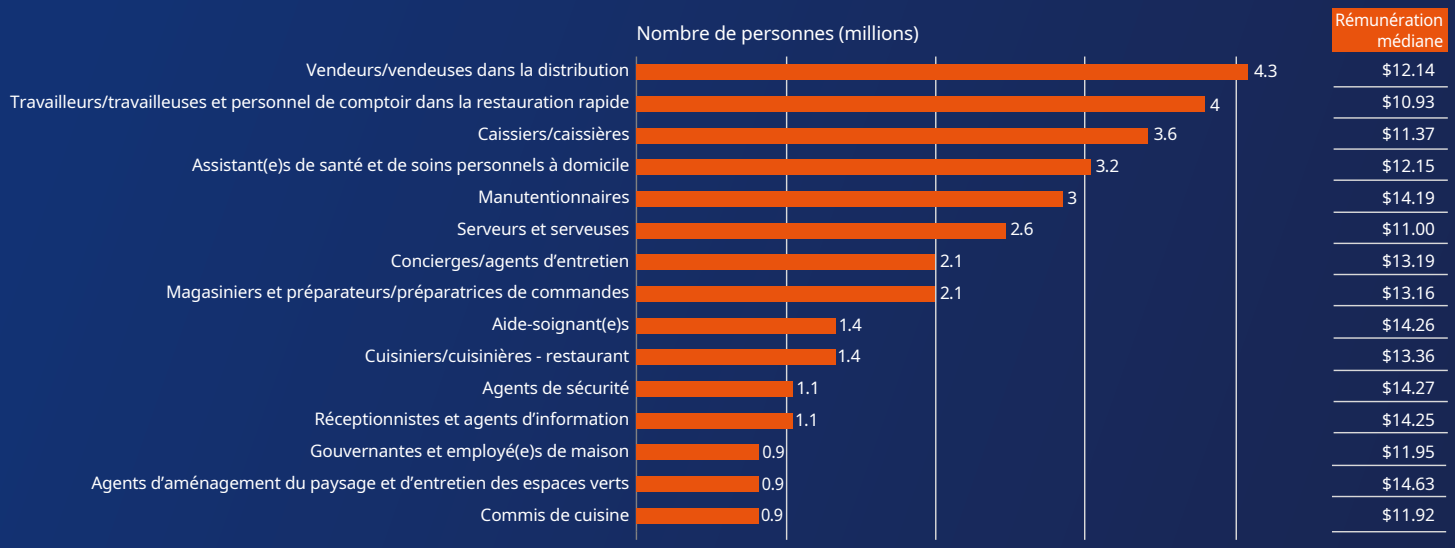
LA QUESTION À 64 000 DOLLARS EST MAINTENANT LA SUIVANTE : LE SEUIL DE 15 USD DE L'HEURE EST-IL LE BON ?

En 2019, 46,5 millions d'Américains occupaient des emplois où le salaire médian était inférieur à 15 USD de l'heure[2].

Concrètement, supposons qu'un travailleur (avec famille) atteigne un salaire médian de 15 USD de l'heure. S'il travaille à temps plein 40 heures par semaine 52 semaines par an (pas de jours fériés, d'arrêt maladie ou de vacances), il peut dégager un revenu annuel de 31 200 USD par an, avant impôts. En utilisant les données établies par Zippia et le MIT Living Wage Calculator, on constate que le montant de 31 200 USD est inférieur au salaire permettant de vivre décemment *dans chaque État.*

2 Source : US Bureau of labour statistics

GRAPH 1 : LES 15 PROFESSIONS LES MOINS BIEN RÉMUNÉRÉES ET LE NOMBRE DE PERSONNES QUI Y SONT EMPLOYÉES



Source : Gallup 2021

LE DÉBAT DEVRAIT-IL DONC SE CONCENTRER DAVANTAGE SUR LA QUALITÉ DE L'EMPLOI PLUTÔT QUE SUR LES SALAIRES ?

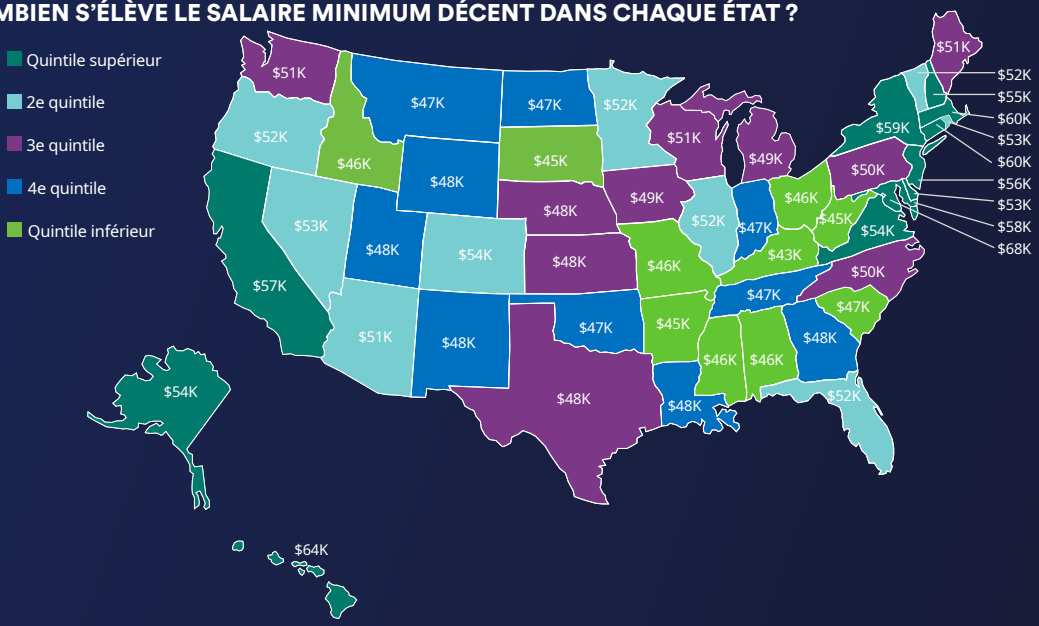
Un bon travail ne se mesure pas seulement à un salaire élevé, bien qu'il s'agisse d'une partie importante de l'équation. Il doit également répondre à d'autres besoins de base, tels que l'accès aux soins de santé, aux régimes de retraite, à la formation, à des horaires réguliers et une égalité face aux perspectives de promotion.

Là aussi, de nombreuses entreprises pourront faire valoir que les coûts supplémentaires de ces avantages risquent de substantiellement porter atteinte à leurs résultats. Nous pensons cependant que les personnes employées dans des emplois de mauvaise qualité représentent probablement des coûts pour les entreprises et que beaucoup d'employeurs n'en ont pas conscience.

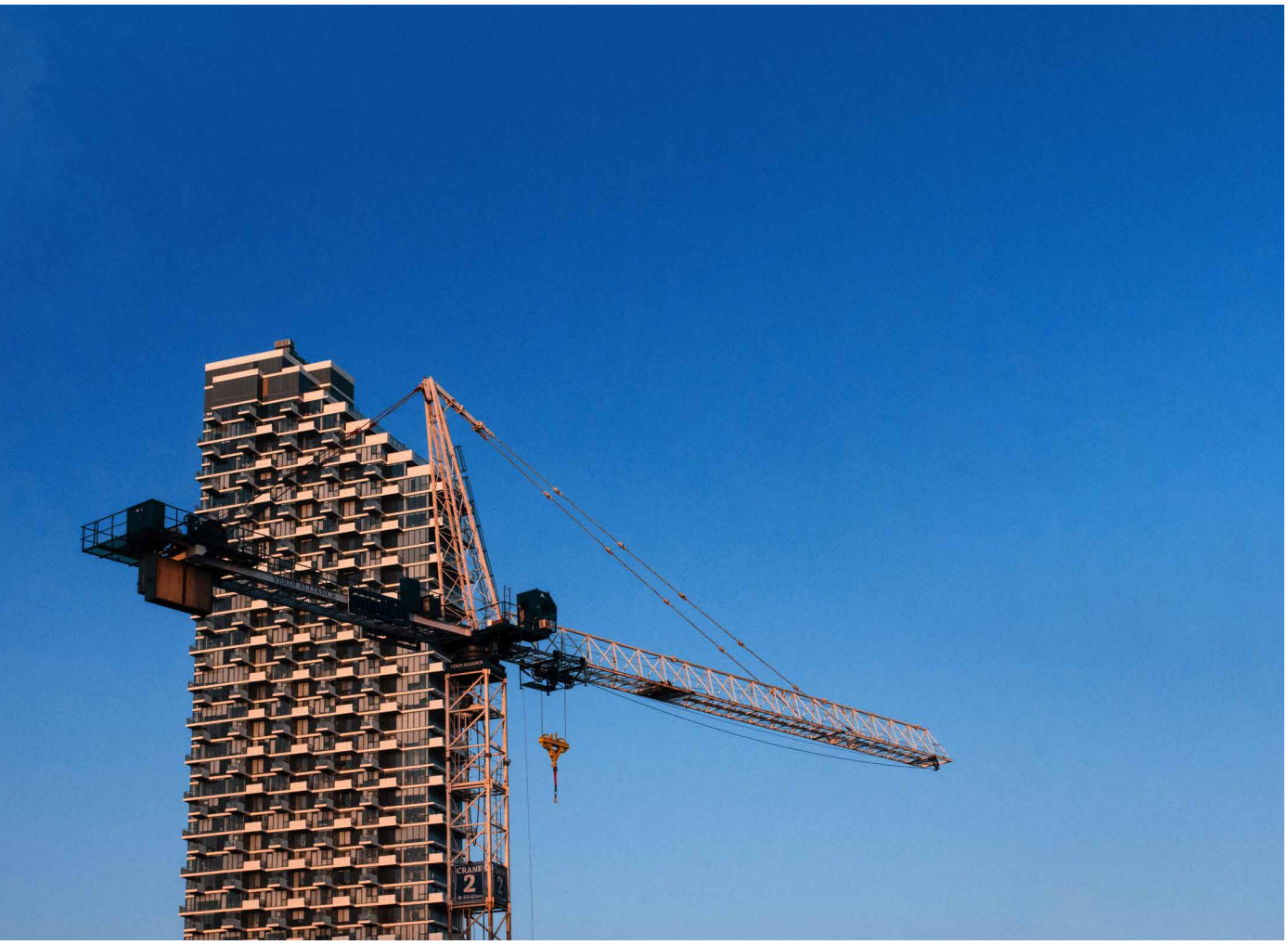
Les coûts estimés engendrés par les salariés non impliqués sont considérables : hausse de 37 % de l'absentéisme, baisse de la productivité de 18 % et chute de la rentabilité de 15 %, soit un coût global estimé de 34 % du salaire d'un salarié non impliqué. En d'autres termes, un salarié non impliqué peut potentiellement coûter 3 400 USD pour 10 000 USD gagnés[3].

3 Source : Gallop, 2021

GRAPH 2 : UN TAUX HORAIRE DE 15 USD DE L'HEURE N'EST PAS SUFFISANT POUR ASSURER UN SALAIRE PERMETTANT DE VIVRE DÉCEMMENT PARTOUT AUX ÉTATS-UNIS. À COMBIEN S'ÉLÈVE LE SALAIRE MINIMUM DÉCENT DANS CHAQUE ÉTAT ?



Source : MIT, Zippia, mars 2020. Le salaire minimum décent indiqué est le salaire qu'un individu au sein d'un ménage doit gagner pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.



UNE AUGMENTATION DES SALAIRES PERMETTRAIT-ELLE D'Y REMÉDIER ?

Un bon nombre de discussions portent sur la perspective de « risque » et sur l'impact que l'augmentation des coûts des ressources humaines peut engendrer sur une entreprise. Toutefois, investir dans les collaborateurs comporte des opportunités de création de valeur importantes. Des études[4] montrent que les entreprises qui parviennent à réduire le taux de rotation de leurs collaborateurs de 50 % peuvent augmenter leur productivité de 20 %. Des collaborateurs mieux rémunérés contribuent à créer une culture de l'effort qui se traduit souvent par un meilleur service à la clientèle et une plus grande fidélité. Il est établi qu'un engagement accru des collaborateurs est corrélé à des ventes solides (+20 %) et à la rentabilité (21 %). Plus important encore, un plus grand engagement du personnel entraîne une baisse d'environ 70 % des accidents et une réduction de 41 % de l'absentéisme.

La professeure Zeynep Ton, fondatrice du Good Jobs Institute, a largement écrit sur ce sujet. Elle affirme que le fait d'offrir des salaires décents et d'investir dans le personnel sur le long terme peut assurer une supériorité sur le plan opérationnel et entraîner une hausse des ventes et des bénéfices. S'il est effectivement mis en œuvre, elle affirme qu'un cadre de travail « qualitatif » permet de dissiper le mythe selon lequel la hausse des salaires entraîne toujours à une baisse des rendements.

Des emplois de meilleure qualité sont également essentiels pour une économie plus équitable. La réduction de l'écart en matière de qualité de l'emploi sera également déterminante pour renforcer l'économie américaine à long terme, en permettant d'accroître le pouvoir d'achat des personnes les plus pénalisées par le manque d'emplois de qualité.

L'HEURE DE FAIRE AVANCER LE DÉBAT

Nous pensons que la question qu'il importe de se poser désormais est celle de savoir si les secteurs sont prêts à examiner en profondeur leurs bilans et leurs modèles économiques afin de trouver des moyens d'offrir aux salariés des niveaux de salaires horaires minimaux, des avantages sociaux et des horaires de travail réguliers. Les entreprises doivent regarder au-delà du court terme. Elles doivent consentir à des sacrifices à court terme (par exemple, des salaires plus élevés) en contrepartie d'avantages potentiels à long terme sous la forme de gain de productivité, de parts de marché et de bénéfices.

Des avantages évidents sur le plan social. La structure politique, elle aussi, semble être en place pour permettre à cela de devenir une réalité. En termes d'investissements, la discussion avec les parties prenantes est devenue bien plus transparente et une pression accrue pèse sur les entreprises – privées et publiques – afin que ces dernières traitent correctement leurs collaborateurs.

Selon nous, les entreprises qui refuseront d'innover sur des questions telles que le salaire horaire de 15 USD seront soumises à des pressions de la part des consommateurs et des concurrents qui trouveront les moyens de mettre en place ces innovations, resteront rentables et finiront par en tirer profit. En tant qu'investisseurs, nous tenons à dialoguer avec les deux camps dans le débat sur les salaires. Cela dit, comme il en va pour toutes les forces de changement, seuls les plus forts réussiront à se faire entendre.

4 Source : The Case for Good Jobs - Harvard Business Review, novembre 2017

Perspectives de vote sur la saison

Nous examinons les thèmes prioritaires et les principaux moteurs de notre vote et de notre engagement pour 2021.

Daniel Veazey
Responsable
de la Gouvernance
d'entreprise

Alors que nous tournons la page de 2020 et que nous abordons la saison de vote 2021, la conjoncture n'est pas aussi favorable que nous l'espérions tous. La pandémie actuelle continuera d'avoir un effet sur la capacité des entreprises à tenir des assemblées, à communiquer avec les investisseurs ainsi qu'à aligner les attentes des actionnaires sur la performance des dirigeants.

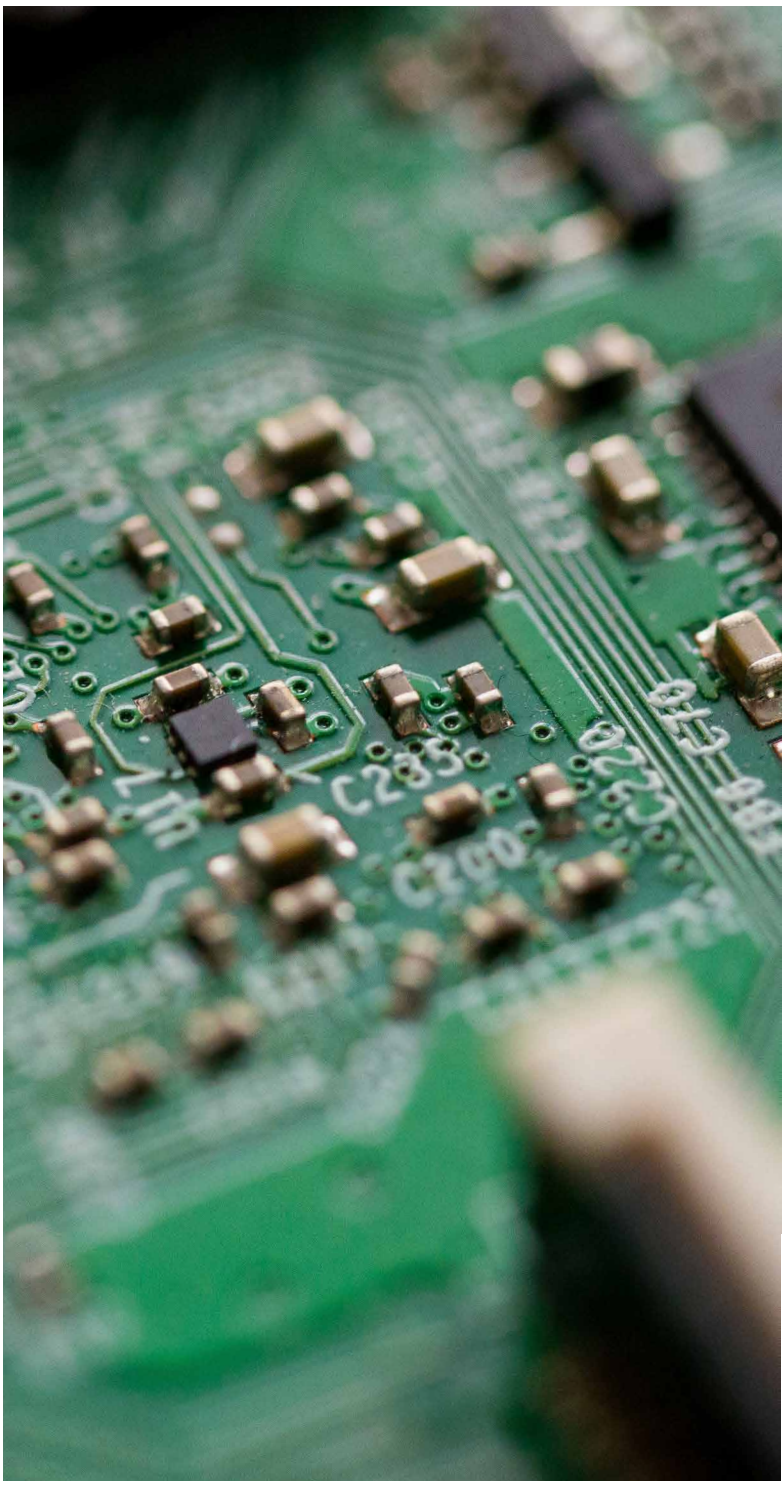
Avant d'entamer la saison annuelle, nous partageons certaines de nos réflexions sur les thèmes prioritaires et les principaux moteurs sur lesquels sont axés notre vote et notre engagement pour 2021.

UNE NOUVELLE ANNÉE D'AGA VIRTUELLES ?

Des assouplissements temporaires ont été apportés aux exigences spécifiques de la Loi sur l'insolvabilité et la gouvernance des entreprises (Corporate Insolvency and Governance Act) afin de permettre aux entreprises de tenir des AGA virtuelles en 2020. Bien que nous soutenions cette évolution à court terme, notre préoccupation première est de permettre à tous les actionnaires de participer et de communiquer avec la direction. Avec l'entrée en vigueur des restrictions gouvernementales en 2021, des changements ont été apportés aux Statuts des entreprises, pour permettre l'organisation non seulement d'assemblées virtuelles, mais également d'assemblées hybrides en ligne et en présentiel. De notre point de vue, les assemblées virtuelles ne doivent être utilisées que dans des circonstances exceptionnelles pour permettre une certaine flexibilité. Les entreprises devraient s'engager à tenir des assemblées en face à face si les restrictions le permettent. Lorsque des réunions virtuelles sont utilisées, des procédures claires devraient être en place pour permettre à tous les actionnaires de poser des questions sans filtre et d'utiliser les moyens technologiques pour faciliter ce processus.

« La pandémie continuera d'avoir un effet sur la capacité des entreprises à tenir des assemblées et à communiquer avec les investisseurs. »

Daniel Veazey, Responsable de la Gouvernance d'entreprise



RÉMUNÉRATION

Au vu de l'impact de l'épidémie de la Covid-19, l'alignement des rémunérations avec les actionnaires et l'ensemble du personnel est l'un des axes d'engagement actuels. Il y a lieu d'espérer que les comités de rémunération feront preuve de la discrétion appropriée et ne chercheront pas à augmenter les éléments de rémunération si les objectifs ne sont pas atteints. Bien entendu, nous comprenons que les objectifs financiers sont affectés par le contexte actuel. Nous ne serions favorables à une révision à la hausse que dans des circonstances exceptionnelles.

Cette année, nous pensons que les entreprises exerceront une surveillance accrue sur les rémunérations et feront preuve de transparence concernant l'approche qu'elles adoptent pour s'aligner sur l'expérience de l'ensemble du personnel et des actionnaires. L'impact des aides publiques, les licenciements potentiels et la suspension ou l'annulation des dividendes influencent notre soutien. Sur le plan culturel, les conseils d'administration doivent être conscients de l'impact de leur rémunération sur l'ensemble des collaborateurs.

Les entreprises qui se tournent vers des systèmes de rémunération alternatifs tels que l'attribution gratuite d'actions devront en expliquer la motivation stratégique. Nous ne soutiendrons pas un changement de systèmes de rémunération si des objectifs concrets peuvent être définis de manière réaliste. Nous continuerons à dialoguer avec les entreprises qui adoptent ces programmes pour comprendre l'impact des résultats et déterminer s'il s'agit d'une évolution à court terme en vue d'une certaine stabilité.

Naturellement, nous cherchons à encourager les conseils d'administration et les comités de rémunération afin qu'ils donnent des indications claires sur la pertinence de leur politique. Les comités doivent prendre en compte le contexte et noter que les changements à court terme en matière de rémunération peuvent avoir un impact sur la culture de leur entreprise à long terme.

« En ce qui concerne la diversité ethnique, nous aspirons à ce que les entreprises soient plus transparentes concernant celle de leur conseil d'administration, qu'elles expliquent leurs politiques et la façon elles développent leurs talents internes. »

Daniel Veazey, Responsable de la Gouvernance d'entreprise

OBJECTIFS EXTRA-FINANCIERS

Nous soutenons la durabilité à long terme des entreprises et leur engagement à atteindre des objectifs de zéro émission nette. Pour y parvenir, les comités de rémunération ont commencé à discuter de la mise en place d'objectifs spécifiques de rémunération en tant qu'indicateur de progression. Bien qu'un nombre croissant d'entreprises se fixent des objectifs climatiques aux horizons 2030 et 2050, nous cherchons à savoir comment leurs progrès seront suivis. Certaines entreprises se concentrent également sur des objectifs liés à la santé et à la sécurité, aux clients, au personnel ainsi que sur des objectifs davantage axés sur des aspects sociaux. Comme pour tous les objectifs extra-financiers, nous tenons à ce que les objectifs soient mesurables, transparents et liés à une finalité stratégique.

DES ADMINISTRATEURS SURCHARGÉS

Les entreprises sont complexes. Malgré le soutien que nous apportons aux administrateurs indépendants qui se mobilisent et qui collaborent pour faire avancer les entreprises, nous avons également conscience du temps de plus en plus important qu'ils consacrent à cette tâche. Les administrateurs ont besoin de suffisamment de temps pour représenter efficacement les intérêts des actionnaires. L'épidémie de la Covid-19 a mis en évidence la nécessité pour les administrateurs de ne pas étendre leur présence au sein d'un trop grand nombre de conseils d'administration externes. L'« overboarding » (ou accumulation des mandats d'administrateur) a été l'une des principales raisons pour lesquelles nous avons voté contre des administrateurs en 2020, et nous pensons que cette tendance se renforcera en 2021. Nous intégrons également des présidents et des présidents de comités dans notre analyse. Lorsque les administrateurs non exécutifs occupent un poste de président d'une société ou de président d'un comité d'audit ou de rémunération, nous nous attendons à ce que la personne exerce tout au plus deux autres fonctions.

DIVERSITÉ

La Davis Review avait fixé aux entreprises du FTSE 350 l'échéance de 2016 pour améliorer la représentation des femmes au sein des conseils d'administration et aux postes de direction. Nous continuons de dialoguer avec les entreprises dans lesquelles nous investissons sur la base des recommandations de la Hampton-Alexander Review, et en particulier au sujet de l'objectif de part de femmes occupant des postes de direction. Alors que, dans le monde entier, nous votons contre des conseils d'administration exclusivement composés d'hommes et contre le président du comité des nominations, nous nous mobilisons en faveur de l'objectif de 33 % de femmes au sein des conseils d'administration des entreprises du FTSE 350, une étape importante que Schroders a elle-même franchie en 2020. Bien que nous soyons en faveur du principe dit « appliquer ou expliquer » au sein d'univers de la gouvernance, nous estimons que la diversité n'est pas un domaine qui nécessite une quelconque explication. En ce qui concerne la diversité ethnique, nous aspirons à ce que les entreprises soient plus transparentes concernant celle de leur conseil d'administration, qu'elles expliquent leurs politiques et la façon dont elles développent leurs talents internes. Un manque de transparence dans ce domaine entraînera un vote contre le président du comité des nominations en 2022.

ÉCLAIRAGE SUR L'INVESTISSEMENT DURABLE

Schroders et l'initiative Net Zero Asset Managers

Schroders est devenu membre fondateur de l'initiative Net Zero Asset Managers en 2020. Qu'est-ce que l'initiative, pourquoi y avons-nous adhéré et quelles sont les implications pour Schroders ?

Andy Howard
Responsable mondial de l'Investissement durable

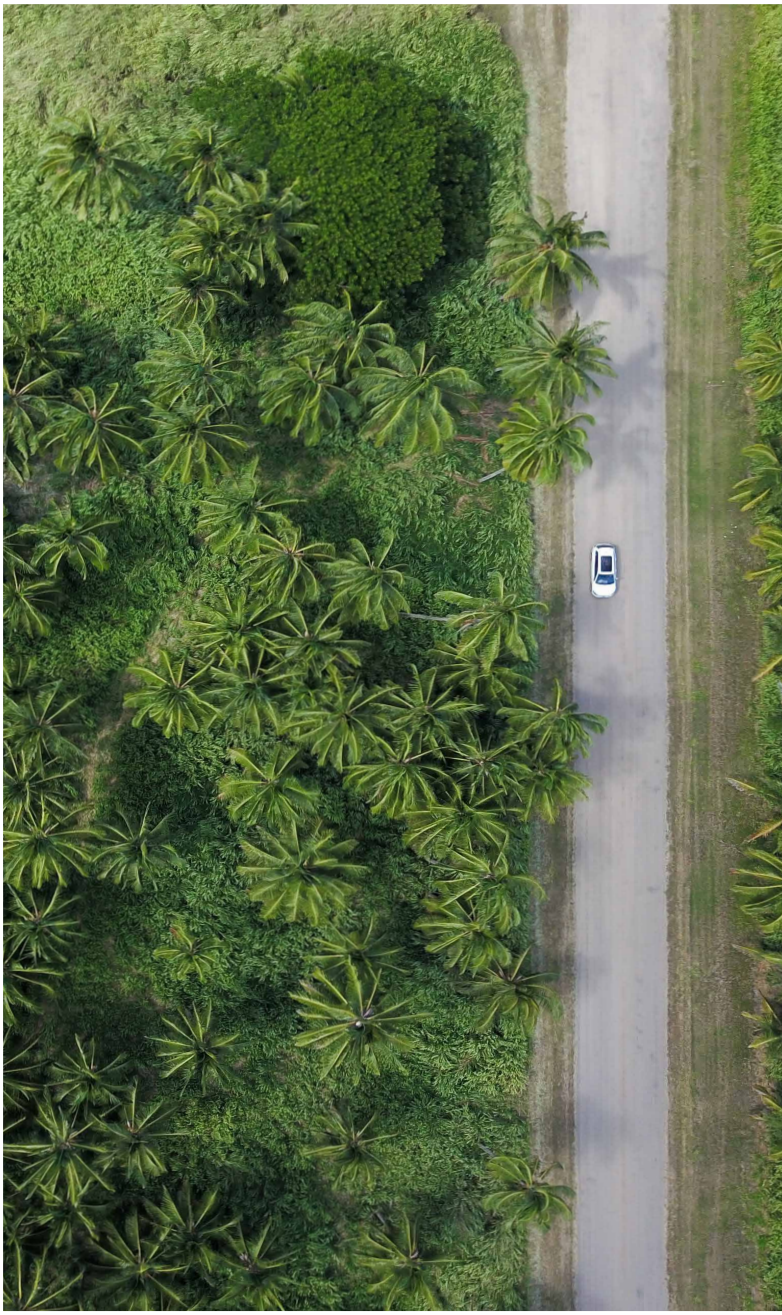
Le changement climatique et la nécessité de réorienter l'économie mondiale vers la décarbonation sont des éléments clés de toute discussion sur la durabilité. En décembre 2020, nous avons rejoint 29 autres gérants d'actifs pour lancer l'initiative Net Zero Asset Managers. Nous en analysons les implications pour Schroders.

QU'EST-CE QUE L'INITIATIVE NET ZERO ASSET MANAGERS ?

L'initiative Net Zero Asset Managers consiste en un groupe de gérants d'actifs internationaux qui s'engagent à soutenir l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre au plus tard d'ici 2050. Ces gérants d'actifs, qui contrôlent 9 000 milliards de dollars US, soit environ 5 % des actifs gérés à l'échelle mondiale, s'engagent à aligner leurs fonds sous gestion avec la trajectoire de décarbonation convenue par les dirigeants mondiaux dans le cadre de l'Accord de Paris.

POURQUOI AVONS-NOUS ADHÉRÉ À CETTE INITIATIVE ?

Le changement climatique est appelé à devenir une composante incontournable des économies, des secteurs et des portefeuilles d'investissement dans les années à venir. En tant que gérants d'actifs dynamiques, nous sommes bien positionnés pour surmonter les risques et saisir les opportunités qui en découlent, grâce à l'analyse que nous appliquons et à la possibilité que nous avons d'inciter les entreprises à planifier et à opérer la transition vers zéro émission nette de carbone. Notre engagement dans l'initiative Net Zero Asset Managers souligne notre volonté de collaborer avec nos clients et les entreprises dans lesquelles nous investissons pour atteindre cet objectif. Nous espérons qu'un plus grand nombre de nos pairs du secteur fera de même.



QUELS SONT LES EFFORTS ET LES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS PAR SCHRODERS EN TANT QU'ENTREPRISE POUR PRÉPARER LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE MONDIALE MOINS CARBONÉE ?

Nous avons mis au point des outils et des infrastructures pour aider nos équipes d'investissement à mesurer et à gérer les risques associés au processus de transition et à suivre leur alignement sur une trajectoire de zéro émission nette.

Par exemple, nos modèles de Valeur en Risque Carbone (VaR) et de Risque physique examinent respectivement les impacts de la hausse des prix du carbone et de la hausse des dommages physiques. D'après nos estimations, jusqu'à 20 % de la valeur des indices actions mondiaux sont menacés dans un scénario de transition vers les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris (pour maintenir la hausse de température mondiale à moins de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels d'ici la fin du siècle). D'un autre côté, jusqu'à 2 000 milliards USD d'investissements seront nécessaires chaque année pour atteindre ces objectifs, qui s'accompagneront d'opportunités correspondantes.

Toutefois, que nous les envisagions comme un risque ou une opportunité, ces pressions soulignent à quel point il est nécessaire de veiller à ce que les actifs de nos clients soient alignés sur -et non opposés à- l'un des principaux moteurs des marchés de capitaux dans les décennies à venir.

QUELS SONT LES ENGAGEMENTS QUE SUPPOSE L'INITIATIVE ?

Dans le cadre de cette initiative, nous nous engageons à :

- Travailler en partenariat avec les clients institutionnels sur des objectifs de décarbonation, en cohérence avec l'ambition d'atteindre zéro émission nette au plus tard d'ici 2050 pour l'ensemble des actifs sous gestion ;
- Fixer un objectif intermédiaire pour la part d'actifs à gérer en ligne avec la réalisation de l'objectif de zéro émission nette au plus tard d'ici 2050 ;
- Revoir notre objectif intermédiaire au moins tous les cinq ans, en vue d'accroître la part d'actifs couverts jusqu'à 100 %, en fonction des efforts de décarbonation structurelle des économies.

COMBIEN D'ENTREPRISES ET DE PAYS SE SONT-ILS ENGAGÉS À ATTEINDRE L'OBJECTIF DE ZÉRO ÉMISSION NETTE D'ICI 2050 ?

Il existe une déconnexion évidente entre les responsables politiques, les entreprises et les investisseurs. Aujourd'hui, les États, qui représentent près des deux tiers du PIB mondial, se sont engagés à atteindre l'objectif de zéro émission nette au cours des prochaines décennies.

Environ un cinquième des sociétés cotées au niveau mondial se sont elles-mêmes engagées à réduire leurs émissions conformément à l'Accord de Paris, à travers l'initiative Science Based Targets. De plus en plus d'États et d'entreprises rejoignent ce camp.

Par ailleurs, des gérants d'actifs représentant largement moins d'un dixième des actifs gérés professionnellement ont pris un engagement similaire. De ce point de vue, l'engagement que nous avons pris l'année dernière, loin d'être un pari risqué sur l'avenir, constituait un engagement nécessaire en faveur du chargement, en accord avec les pays et les secteurs dans lesquels nous investissons.

QUE POUVONS-NOUS FAIRE EN TANT QU'INVESTISSEURS POUR SOUTENIR LA TRANSITION ?

Il existe deux façons d'aligner les portefeuilles sur la trajectoire zéro émission nette qui se dessine de plus en plus rapidement. D'une part, nous pouvons investir dans des entreprises et des titres qui sont eux-mêmes en phase avec ce changement. D'autre part, nous pouvons encourager les entreprises dans lesquelles nous investissons déjà à s'adapter.

En tant que gérants engagés et actifs, nous considérons l'engagement comme un élément clé de nos responsabilités et des opportunités que nous avons de créer de la valeur pour nos clients (voir p14). En début d'année, nous avons écrit aux dirigeants d'entreprises du FTSE 350 au Royaume-Uni, en leur demandant de préparer et de publier leurs plans de transition vers la décarbonation. Cet effort s'appuie sur la plateforme d'engagement climatique que nous avons développée ces dernières années, qui a démarré avec notre premier engagement climatique en 2002 pour ensuite atteindre 200 engagements pour la seule année 2020. À l'avenir, nous avons l'intention d'inciter les entreprises à prendre des mesures similaires dans d'autres pays que le Royaume-Uni.

QUELLE POURRAIT ÊTRE LA QUESTION LA PLUS PRESSANTE ABORDÉE LORS DE LA COP26 ?

Le principe d'une « transition juste », consistant à garantir que la transition vers une économie mondiale à faible intensité de carbone ne désavantage pas indûment des économies ou des franges de la société plus vulnérables est en train de gagner du terrain. S'agissant d'un défi mondial, le changement climatique nécessite une action mondiale coordonnée. Dans cette perspective, la « transition juste » est à la fois un objectif et une exigence. Un accord mondial entre les responsables politiques représentant chacune des parties de l'économie mondiale ne sera possible que si tous considèrent le plan comme équitable.

L'absence d'un tel accord a constitué le principal obstacle à une action plus rapide lors des dernières conférences mondiales. Nous pensons donc que la coordination et le soutien à l'échelle mondiale aux économies les moins développées constitueront un élément majeur des négociations avant et tout au long de la COP26.

L'OBJECTIF DE ZÉRO ÉMISSION NETTE EST-IL SUFFISANT ? QUELLE DIFFÉRENCE EXISTE-T-IL ENTRE LE FAIT DE PRENDRE DES MESURES ET DE S'ENGAGER ?

Un objectif n'a pas une grande signification en lui-même. Même en considérant les objectifs comme un engagement réel en faveur du changement, les mesures concrètes prises par les entreprises et les progrès qu'elles accomplissent représentent l'élément moteur permettant de réaliser cet objectif. De même, ce qui importe vraiment au sein de notre société, sont les efforts que nous déployons de façon moins visible pour faire évoluer nos propres activités, ainsi que les portefeuilles que nous gérons, et non les gros titres qui annoncent nos objectifs.

« Des gérants d'actifs, qui représentent largement moins d'un dixième des actifs gérés professionnellement, se sont engagés à atteindre l'objectif de zéro émission nette en 2020. »

Andy Howard, Responsable mondial de l'Investissement durable

ÉCLAIRAGE SUR L'INVESTISSEMENT DURABLE

Tour d'horizon des articles de notre rubrique Éclairage sur l'investissement durable

Glossaire de A à Z des termes durabilité pour les investisseurs, comment la Covid-19 a changé la vision de l'investissement durable : voici un aperçu de ce que Schroders a publié au premier trimestre 2021 sur le thème de la durabilité.

Glossaire de A à Z des termes de durabilité pour les investisseurs

Que peut offrir la science des données aux investisseurs axés sur la durabilité ?

Les « trois P » cruciaux pour l'investissement durable

Tableau de bord du changement climatique : 2021 sera-t-elle l'année d'un changement décisif ?

Pourquoi les énergies renouvelables pourraient tirer parti de l'engouement pour l'hydrogène vert

Le dilemme de l'investisseur : les fonds durables ont-ils besoin d'une désintoxication numérique ?

La réglementation américaine en matière de pensions pourrait ralentir (mais pas stopper) l'utilisation des investissements durables

La Covid-19 a-t-elle changé la vision de l'investissement durable ?

Qu'est-ce qu'une obligation à impact ? Un gérant de fonds spécialisé explique

ACTIONNARIAT ACTIF

La course vers l'objectif de zéro émission nette : notre appel à l'action

Nous avons écrit à des centaines d'entreprises afin de leur demander de publier leurs plans de transition vers une économie à zéro émission nette. La Responsable de l'Engagement de Schroders nous explique pourquoi ces informations sont importantes pour nous en tant qu'investisseurs et quelle réponse l'entreprise a reçue.

Elly Irving
Responsable de l'Engagement

Thème prioritaire pour Schroders depuis plus de vingt ans, nous n'avons cessé d'accroître et de développer notre ambition et nos capacités en matière de durabilité au cours des dernières années. À l'avenir, le changement climatique est appelé à devenir l'une de nos principales préoccupations. D'ici 2050, les effets de la pandémie de Covid-19 risquent d'être éclipsés par les conséquences d'un réchauffement climatique non contrôlé.

En tant que gérant d'actifs international dynamique, nous avons un rôle important à jouer pour encourager les entreprises et les autres parties prenantes à planifier et opérer la transition vers l'objectif de zéro émission nette et à limiter la hausse de la température à long terme à 1,5°C.

En janvier, suite à notre décision de rejoindre l'initiative Net Zero Asset Managers en 2020, et dans le cadre de notre engagement continu auprès des entreprises sur des questions importantes de durabilité, notre Directeur général au niveau du Groupe a écrit aux dirigeants d'entreprises de l'indice FTSE 350 (hors sociétés d'investissement) et leur a demandé de partager leurs plans nets de transition vers l'objectif de zéro émission nette en 2021.

EN QUOI CONSISTE ATTEINDRE L'OBJECTIF DE ZÉRO ÉMISSION NETTE POUR LES ENTREPRISES ?

Selon la Science Based Targets initiative (SBTi), afin d'atteindre l'objectif de zéro émission nette conformément à l'objectif mondial et aux objectifs sociaux en matière de climat et de durabilité, les entreprises doivent remplir deux conditions :

1. Atteindre une échelle de réduction des émissions des chaînes de valeur, compatible avec l'amplitude d'atténuation des émissions pour les trajectoires qui limitent le réchauffement à 1,5°C sans dépassement ou avec un dépassement minime et ;
2. Neutraliser l'impact de sources d'émissions résiduelles qui demeurent impossibles à éliminer en supprimant de façon définitive une quantité équivalente de dioxyde de carbone atmosphérique.

La lettre exhortait les entreprises du FTSE 350 à produire et à publier des plans détaillés et chiffrés sur la manière dont elles comptaient opérer une transition de leurs activités vers zéro émission nette d'ici 2050, conformément aux engagements pris par le gouvernement britannique de mettre fin à la contribution du pays au réchauffement climatique d'ici 2050. Elle reflétait également les meilleures pratiques soulignées par la Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD) et la Science Based Targets initiative (SBTi).

QU'EST-CE QU'UN PLAN DÉTAILLÉ ET CHIFFRÉ ?

Lorsque nous examinons la feuille de route des entreprises pour atteindre zéro émission nette, nous prenons en considération différents facteurs :

- L'entreprise a-t-elle publié ses plans ?
- Quelles sont les mesures prises par l'entreprise pour atteindre zéro émission nette dans le futur ?
- L'entreprise comprend-elle les implications financières de son engagement zéro émission nette ?
- Comment l'entreprise fait-elle face à l'incertitude inhérente à un plan sur 10 à 30 ans ?
- L'entreprise a-t-elle pris en compte les implications de son engagement zéro émission nette sur ses effectifs et autres parties prenantes ?

Sur les 295 entreprises contactées, 42 avaient répondu au moment de la rédaction, près de la moitié apportant plus de détails sur leurs plans de transition climatique.

Dans certains cas, notre engagement a déjà produit un impact. Une société s'est récemment engagée à devenir une entreprise à zéro émission nette d'ici fin 2021. Elle nous a confié que notre lettre avait été « l'élément déclencheur » de cette décision. Bien qu'il s'agisse d'un pas dans la bonne direction, nous avons souligné que son approche, qui repose uniquement sur des compensations, n'était pas une solution à long terme et que nous continuerions à surveiller ses progrès. Une autre s'était déjà engagée à zéro émission nette, mais n'avait pas encore publié d'objectifs ni de détails sur la façon dont elle comptait atteindre ses objectifs. À l'issue de notre rencontre, la société nous a expliqué qu'elle avait communiqué notre lettre aux équipes concernées et qu'elle allait présenter un document sur la question au conseil d'administration.

« Notre analyse préliminaire a permis d'identifier environ 60 entreprises qui se sont déjà engagées à zéro émission nette au plus tard d'ici 2050. »

Elly Irving, Responsable de l'Engagement

PREMIÈRES CONCLUSIONS DE NOTRE ENGAGEMENT ET DE NOS RECHERCHES

Notre analyse préliminaire a permis d'identifier environ 60 entreprises qui se sont déjà engagées à émettre zéro émission nette au plus tard d'ici 2050. Plus de la moitié de ces entreprises avec un engagement de zéro émission nette ont également fixé (ou ont l'intention de fixer) un objectif scientifique dans le cadre de la SBTi. Ces objectifs ont tendance à couvrir une période plus courte que les engagements de zéro émission nette.

Les initiatives du secteur ont joué un rôle déterminant dans le développement du plan zéro émission nette pour les entreprises. Par exemple, le Net Zero Carbon Pathway Framework de Better Buildings Partnership a été conçu pour soutenir les engagements des sociétés immobilières en matière de changement climatique. Par conséquent, ce secteur présente actuellement quelques-uns des meilleurs exemples de plans détaillés et chiffrés.

Les conclusions de notre engagement ont permis à nos investisseurs de mieux comprendre quelles entreprises étaient bien placées pour opérer une transition vers un monde aligné sur l'Accord de Paris. Elles contribuent à notre analyse des entreprises et des secteurs et se répercutent ensuite dans nos décisions d'investissement.

ACTIONNARIAT ACTIF

Notre dialogue avec les banques concernant leur financement des énergies fossiles

Nous nous sommes entretenus avec plusieurs banques afin de comprendre leur exposition au secteur des énergies fossiles. Nos analystes en investissement durable expliquent pourquoi et comment nous l'avons fait, ainsi que la manière dont les informations se répercutent dans nos processus d'investissement.

Carol Storey
Analyste en investissement durable

Vardhman Jain
Analyste crédit

Robert Kendrick
Analyste crédit

« Pour les banques, le financement des énergies fossiles dépasse largement le financement durable. Les banques fortement exposées au secteur des énergies fossiles sont confrontées à d'importants risques financiers, réglementaires et de réputation en raison de la transition vers une économie bas carbone. »

Carol Storey, Analyste en Investissement durable

Bien que le « zéro émission nette » prenne de l'ampleur à travers le monde, les niveaux d'engagement globaux restent faibles dans le secteur bancaire. Au moment de l'élaboration de notre première analyse à la mi-2020, moins de 20 % des banques mondiales de notre univers s'étaient engagées à aligner leurs activités de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris ou sur une ambition de zéro émission nette, ou s'étaient engagées à fixer un objectif scientifique.

Pour les banques, le financement des énergies fossiles dépasse largement le financement durable. Les banques fortement exposées au secteur des énergies fossiles sont confrontées à d'importants risques financiers, réglementaires et de réputation en raison de la transition actuelle vers une économie bas carbone.

Dans la mesure où Schroders détient de nombreuses obligations dans le secteur bancaire, nous cherchons à identifier les gagnants et les perdants potentiels de la transition mondiale vers l'objectif de zéro émission nette.

RECHERCHE

Dans le cadre de notre recherche thématique sur ce sujet, nos équipes de crédit et d'investissement durable ont élaboré un tableau de bord pour aider les gérants de fonds à comprendre la performance d'une banque par rapport à un certain nombre de facteurs liés au financement des énergies fossiles. À l'aide de sources de données conventionnelles et non conventionnelles, les banques sont évaluées en fonction de l'ampleur de leurs activités de financement des énergies fossiles, de la solidité de leur stratégie et de leur vision climatiques à long terme, de leurs capacités de financement durable, de la maturité de leur gouvernance climatique, de leur gestion des risques et de la qualité de leur reporting climatique.

Le tableau de bord permet de hiérarchiser les entreprises en vue d'une analyse et d'un engagement plus approfondis. Il couvre actuellement plus de 100 des plus grandes banques mondiale, ainsi qu'un groupe de banques de plus petite taille sélectionnées pour nous assurer d'avoir une couverture suffisante de l'exposition bancaire de l'équipe de crédit.

ENGAGEMENT

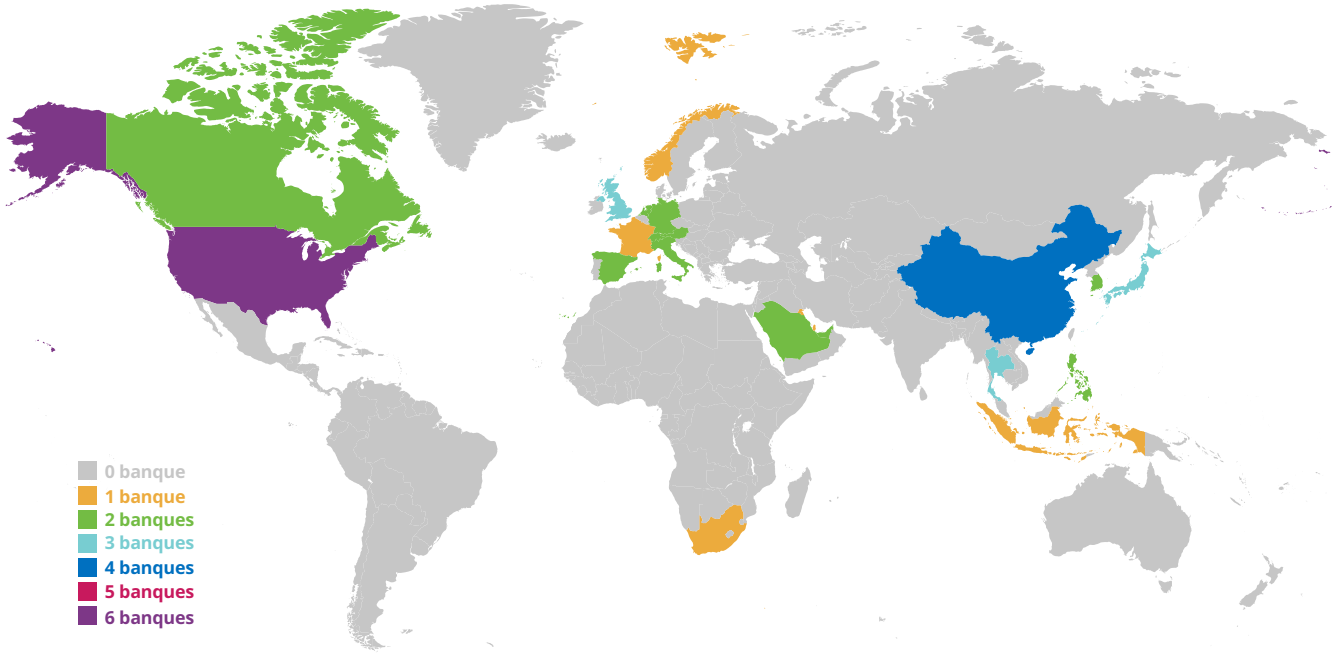
Notre équipe crédit, ainsi qu'un certain nombre d'équipes actions, ont sélectionné près de 50 banques en Europe, en Amérique du Nord et en Asie afin de mener une analyse et un engagement plus approfondis. Elles se sont concentrées sur les principaux bailleurs de fonds du secteur des énergies fossiles ainsi que sur les banques susceptibles d'être fortement exposées au secteur des énergies fossiles à travers leurs bilans.

Après chaque engagement, nous mettons en avant trois à quatre objectifs sur lesquels nous souhaitons que la banque travaille au cours des 12 prochains mois. En voici quelques exemples :

- Le développement d'un engagement pour aligner les activités de financement de la banque avec les objectifs de l'Accord de Paris, ainsi que les principales étapes et objectifs associés ;
- Revoir et renforcer les politiques de la banque en matière d'énergies fossiles conformément aux dernières pratiques scientifiques et/ou bonnes pratiques ;
- Développement d'un reporting TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures) / sur les risques climatiques, y compris la publication d'indicateurs climatiques supplémentaires.

Pour les banques qui ont réalisé des progrès dans ces domaines, nos discussions se sont concentrées sur la robustesse et l'évolution de leurs méthodologies de mesure et de fixation des objectifs en lien avec leur engagement à aligner leurs activités de financement sur l'Accord de Paris.

GRAPH 3 : NOMBRE DE BANQUES AVEC LESQUELLES NOUS AVONS DIALOGUÉ PAR PAYS



Source : Schroders, 31 mars 2021.

LA RÉPONSE JUSQU'À PRÉSENT

Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer l'impact de nos discussions, nous avons obtenu une réaction favorable de la part des banques jusqu'à présent. Sur les 50 banques contactées au cours des six derniers mois, nous en avions rencontrées 21 à la fin mars 2021.

Nous avons observé une dynamique très positive sur cette question au cours des six derniers mois, étant donné que les banques ont renforcé leurs politiques en matière d'énergies fossiles, amélioré leur transparence en matière de risques climatiques et se sont engagées à aligner leurs portefeuilles de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Nous avons identifié un groupe de banques de premier plan qui ont déjà, ou auront bientôt, des objectifs et des plans détaillés à l'appui de leurs engagements de financement tout en étant bien positionnées pour financer la transition énergétique mondiale.

En revanche, nous avons également identifié des obstacles qui compliquent la collecte des données, un manque de ressources internes disponibles pour remédier à ce problème et des inquiétudes liées à l'absence de méthodologie établie de mesure du portefeuille et de fixation des objectifs.

Pour ces entreprises, notre engagement nous a aidés à orienter les banques vers les bonnes pratiques observées ailleurs. Enfin, nous nous réservons la possibilité de dégrader les notes environnementales des banques qui ne feraient pas état de progrès sur les questions que nous avons soulevées avec elles dans de futures évaluations.

Une fois que nous avons terminé notre première série d'engagements, nous envisageons de dialoguer avec d'autres banques et d'élargir notre tableau de bord pour inclure d'autres types d'entreprises financières, telles que des assureurs.

INTÉGRATION DANS NOTRE PROCESSUS D'INVESTISSEMENT

Évaluation de crédit ESG des entreprises : Nous utilisons les informations de notre engagement pour identifier les risques potentiels pesant sur les flux de trésorerie d'une entreprise et améliorer la qualité de nos évaluations ESG et de crédit internes.

Analyse sectorielle du crédit ESG : Les informations issues de nos recherches et de notre engagement en matière de financement des énergies fossiles sont intégrées dans les analyses sectorielles ESG des analystes crédit. Au cours de ces examens, les analystes discutent avec les gérants de portefeuille des facteurs ESG et du classement ordinal des expositions de leurs entreprises aux risques et opportunités ESG susceptibles d'avoir un impact sur leur capacité à assurer le service de leur dette de manière confortable.

Nos outils exclusifs : Le développement de notre tableau de bord du financement des énergies fossiles nous a permis d'identifier de nouveaux indicateurs environnementaux pour nos outils de durabilité exclusifs, tels que CONTEXT, qui est utilisé par les investisseurs en crédit et en actions de Schroders.

Approche de vote : Grâce à nos recherches et à notre engagement, nous avons affiné nos attentes à l'égard des banques concernant le financement des énergies fossiles et le changement climatique de manière plus générale. Ces attentes sont reflétées dans l'examen annuel de notre politique de vote et et à travers les décisions de vote récentes sur les résolutions d'actionnaires liées au climat pour les banques.

ACTIONNARIAT ACTIF

Les constructeurs automobiles préparent-ils leur main-d'œuvre en vue d'un avenir plus numérique ?

Nous nous sommes entretenus avec un certain nombre d'entreprises automobiles pour comprendre comment elles préparent leur main-d'œuvre à une rapide électrification et numérisation.

Catherine Macaulay
Analyste en investissement durable

Rodrigo Kohn
Analyste actions paneuropéennes

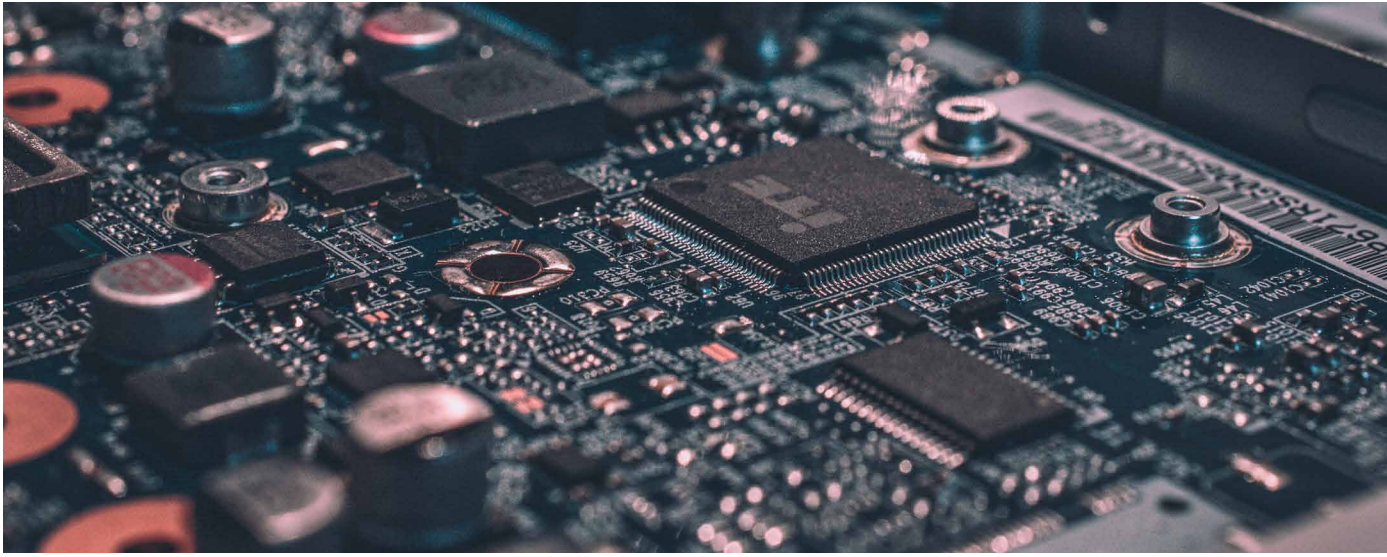
La montée en puissance des ambitions liées au changement climatique à travers le monde, entraînera certainement un nouveau durcissement des objectifs de réduction des émissions dans le secteur automobile. De nombreux pays, dont la Norvège, la France, le Royaume-Uni, la Suède, l'Irlande et les Pays-Bas, ont déjà annoncé un retrait progressif des véhicules à combustion interne entre 2025 et 2040.

Les entreprises doivent poursuivre des alternatives bas et zéro carbone, ou risquer de payer de lourdes amendes. Leur capacité à relever ce défi dépend essentiellement de leur capacité d'innovation et d'exécution.

En parallèle, les progrès technologiques continuent de transformer l'industrie. Les processus de production sont de plus en plus automatisés, la technologie de conduite autonome est de plus en plus sophistiquée et les attentes des consommateurs concernant l'expérience numérique des véhicules ne cessent d'augmenter.

Les conséquences de la transformation verte et numérique sur la main-d'œuvre sont profondes et auront un impact sur des thèmes aussi divers que la structure de la main-d'œuvre ou les pratiques de formation et d'embauche.

Pourtant, le défi est complexe. L'évolution des modèles économiques nécessitera de solides programmes de formation afin de permettre aux fabricants de moteurs d'origine (OEM) et aux fournisseurs de redéployer leur personnel dans de nouveaux domaines. Les constructeurs automobiles sont également en concurrence avec les entreprises technologiques pour les talents informatiques, ce qui les oblige à repenser leur marque et à tenter d'attirer un nouveau type de collaborateurs.



Nous nous sommes entretenus avec neuf fabricants OEM et fournisseurs internationaux afin d'évaluer comment ils équipent leur main-d'œuvre en vue de prospérer au sein de l'ère numérique et électrique qui s'annonce. Nous présentons ci-dessous cinq informations recueillies à partir de nos conversations.

1. **Les entreprises qui adoptent une approche réactive en matière d'électrification risquent de se retrouver désavantagées sur le plan des compétences à l'avenir.** Le niveau d'engagement d'une entreprise au sujet du programme d'électrification peut être mesuré par son offre de formation en la matière. Les entreprises qui estiment que l'adoption des véhicules électriques (VE) sera lente, soutenue par des subventions et la réglementation sur les émissions, sont davantage orientées vers la production de véhicules hybrides et moins enclines à développer des lignes de production dédiées aux VE. Leur offre de formation reflète ainsi cet état d'esprit. À l'avenir, elles pourraient se retrouver désavantagées sur le plan des compétences, suite à l'intensification de la décarbonation du secteur.

2. **En raison de la forte syndicalisation du secteur, les entreprises devront utiliser les départs naturels à la retraite pour réduire la taille de leurs effectifs.** On estime en effet qu'il faut au moins 20 à 30 % de main-d'œuvre en moins pour produire des véhicules électriques. La production de VE nécessite également des compétences différentes. Cet effet sera amplifié par l'automatisation croissante des processus de production. Dans le même temps, en raison des niveaux élevés de syndicalisation, il est difficile pour les entreprises de réduire la taille de leurs effectifs. Bien que les entreprises puissent utiliser les départs naturels à la retraite et les régimes de préretraite, cela ne résout qu'une partie du problème. Toutes les entreprises doivent prendre conscience de la nécessité de créer des effectifs flexibles pour pouvoir redéployer les salariés existants dans de nouvelles fonctions.

« Bien que les entreprises puissent utiliser les départs naturels à la retraite et les régimes de préretraite, cela ne résout qu'une partie du problème. Toutes les entreprises doivent prendre conscience de la nécessité de créer des effectifs flexibles pour pouvoir redéployer les salariés existants dans de nouvelles fonctions. »

Catherine Macaulay,
Analyste en investissement durable

3. **L'élaboration de programmes de formation efficaces nécessite une planification sophistiquée des effectifs, qui identifie les lacunes et le potentiel des collaborateurs existants.** Afin de garantir la réussite de l'entreprise, il est indispensable de veiller à ce que les bonnes personnes aient accès aux programmes de formation et de s'assurer que les stratégies de formation et de recrutement répondent à ses besoins actuels et futurs. Il est ainsi essentiel de comprendre les systèmes et les processus mis en place par les entreprises afin de gérer la demande de compétences et d'identifier les candidats appropriés.

4. **Des bonnes statistiques concernant les heures de formation peuvent renvoyer une image erronée.** Les bonnes statistiques sur la formation couvrent des aspects aussi divers que les ressources humaines (RH) ou les heures de formation sur la conformité. Bien qu'une telle formation soit sans doute importante pour le fonctionnement quotidien d'une entreprise, elle n'offre guère aux employés les compétences nécessaires pour s'épanouir dans des environnements en pleine évolution. Il est important de se pencher sur les programmes de formation approfondis et d'essayer d'avoir une idée de l'ampleur de ces programmes.

5. **Les entreprises sont confrontées à une concurrence acharnée de la part de nouveaux secteurs et doivent faire preuve d'innovation dans leurs approches de recrutement, notamment en attirant des jeunes et des talents technologiques.** Il est important de développer des systèmes d'apprentissages, des stages et des relations solides avec les universités afin d'attirer les jeunes. Des stratégies innovantes telles que le rebranding et la refonte des styles de travail sont nécessaires pour attirer les talents technologiques. En outre, dans cet environnement très concurrentiel, il est plus important que jamais d'assurer la satisfaction globale des collaborateurs.

L'évaluation de la sophistication de la stratégie de formation et de recrutement d'une entreprise est une tâche complexe. De bonnes statistiques ne dressent qu'une partie du tableau et les entreprises sont réticentes à communiquer trop d'informations compte tenu de la sensibilité concurrentielle de ces sujets.

Bien qu'il soit difficile de tirer des conclusions directes en termes d'investissement, les informations obtenues à partir de ces conversations peuvent nous aider à mieux comprendre le degré de préparation des entreprises quant à la transition. Cela s'applique à tous les secteurs qui présentent un risque de transition.

Nos engagements en quelques chiffres

UN ENGAGEMENT HIÉRARCHISÉ

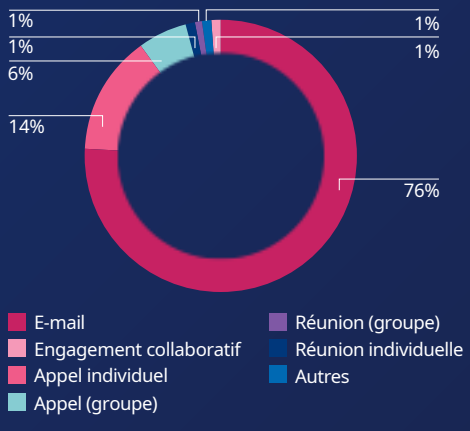
Niveau	Périmètre	Nombre d'engagements
1	Engagements approfondis animés par l'équipe Investissement durable	79
2	Initiatives d'engagement animées par les analystes/gérants de fonds	58
3	Engagement collaboratif et communication des attentes aux entreprises	345
4	Influencer les entreprises en exerçant activement nos droits de vote sur l'ensemble de nos participations et en organisant des rencontres	3212
5	Participation du secteur et influence des politiques publiques	Rapport annuel

Engagement régional (niveaux 1 - 3)

Royaume-Uni	68 %
Europe (hors Royaume-Uni)	13 %
Asie-Pacifique	9 %
Amérique du Nord	7 %
Amérique latine	2 %
Moyen-Orient et Afrique	1 %

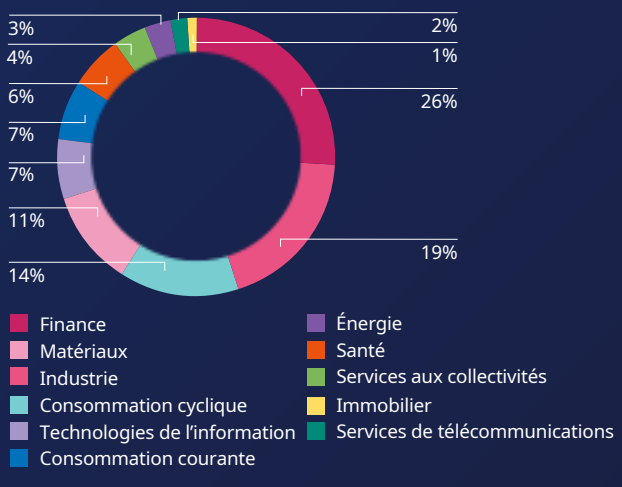
Source : Schroders, au 31 mars 2021

Type d'engagement (niveaux 1 - 3)



Source : Schroders, au 31 mars 2021

Engagement par secteur (niveaux 1 - 3)



Source : Schroders, au 31 mars 2021

Nos votes en quelques chiffres

Nous pensons qu'il est de notre responsabilité d'exercer nos droits de vote. Nous évaluons ainsi les problématiques de vote liées à nos investissements et votons conformément aux responsabilités fiduciaires qui nous incombent vis-à-vis de nos clients. Nous votons sur l'ensemble des résolutions, sauf lorsque des restrictions s'appliquent (par exemple, à la suite d'un blocage des actions).

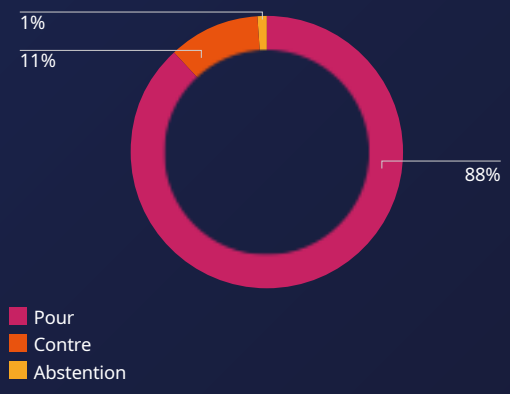
Ce trimestre, nous avons participé à environ 96,5 % des résolutions soumises au vote lors de 1 064 assemblées. Nous avons pris part au vote de 14 résolutions d'actionnaires en lien avec les facteurs ESG, et avons voté dans le sens de la direction pour 10 d'entre elles. Les graphiques ci-dessous permettent d'analyser les votes effectués par nos soins ce trimestre. Nos décisions de vote au Royaume-Uni sont toutes disponibles sur notre site Internet.

Votes par région

Asie-Pacifique	39 %
Europe (hors Royaume-Uni)	33 %
Amérique du Nord	10 %
Royaume-Uni	9 %
Amérique latine	5 %
Moyen-Orient et Afrique	4 %

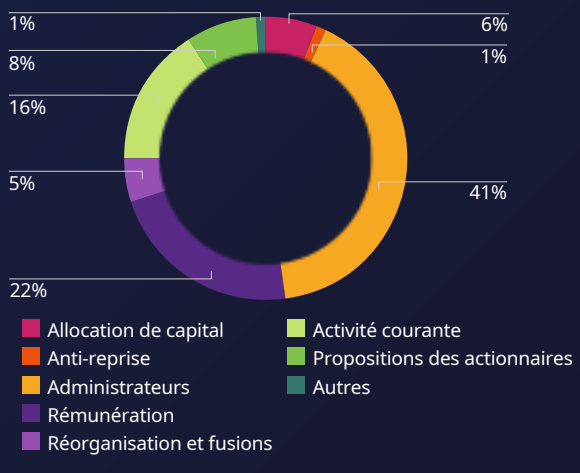
Source : Schroders, au 31 mars 2021

Orientation des votes ce trimestre



Source : Schroders, au 31 mars 2021

Raisons justifiant un vote défavorable ce trimestre

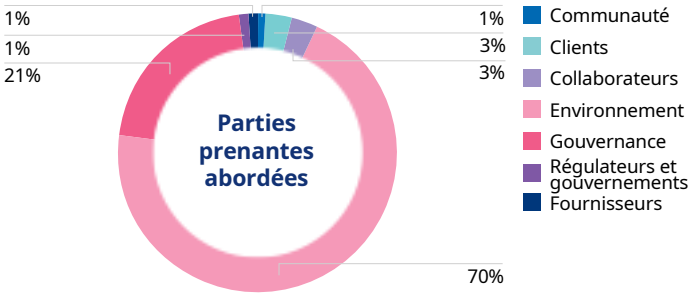


Source : Schroders, au 31 mars 2021

Entreprises auprès desquelles nous nous sommes engagés

482 engagements de niveaux 1 à 3 ont été menés au cours du trimestre auprès des 429 entreprises énumérées ci-dessous. Le tableau indique si les divers sujets abordés avec chaque entreprise relevaient des questions « environnementales », « sociales » ou de « gouvernance ». Le graphique ci-contre classe les sujets abordés ce trimestre pour chaque partie prenante. Pour de plus amples informations sur les questions abordées et les réponses des entreprises, veuillez contacter votre responsable commercial.

RÉPARTITION PAR PARTIE PRENANTE DES ENGAGEMENTS DE NIVEAU 1 À 3



Société	E	S	G
Consommation cyclique			
888	✔		
3P Learning			✔
4Imprint	✔		
Amazon		✔	✔
AO World	✔		
Aristocrat Leisure			✔
Barratt Developments	✔		
Bayerische Motoren Werke			✔
BCA Marketplace	✔		
Bellway	✔		
Berkeley	✔		
Bovis Homes	✔		
Burberry	✔		
Carnival	✔		
Coats	✔		
Compass	✔		
Countryside Properties	✔		
Dixons Carphone	✔		
Domino's Pizza	✔		
Dunelm	✔		
Euromoney	✔		
Future	✔		
Games Workshop	✔		
GVC	✔		
Hollywood Bowl			✔
Howden Joinery	✔		
Inchcape	✔		
Informa	✔		
Intercontinental Hotels	✔		✔

Société	E	S	G
ITV	✔		
J D Wetherspoon	✔		
JD Sports Fashion	✔		
Kangwon Land			✔
Kingfisher	✔		
LCI Industries			✔
Marks and Spencer	✔		
Mavi Giyim Sanayive ve Ticaret	✔	✔	✔
McCarthy & Stone	✔		
Mitchells & Butlers	✔		
NagaCorp			✔
Next	✔		
Nordic Entertainment			✔
Ocado	✔		
Paddy Power Betfair	✔		
Pearson	✔		
Persimmon	✔		
Pets at Home	✔		
Rank	✔		
Redrow	✔		
Relx	✔		
Restaurant	✔		
Rightmove	✔		
Sodexo			✔
Sports Direct	✔		
Taylor Wimpey	✔		
TI Fluid Systems	✔		
Tui	✔		
Vivo Energy	✔		
Volkswagen		✔	

Source : Schroders, 31 mars 2021.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Société	E	S	G
Watches Of Switzerland	✔		
WH Smith	✔		
Whitbread	✔		
William Hill	✔		
WPP	✔		
Consommation courante			
AG Barr	✔		
Associated British Foods	✔		
Bakkavor	✔		
British American Tobacco	✔		
Britvic	✔		✔
Carrefour			✔
Coca Cola	✔		
Cranswick	✔		✔
Diageo	✔		
Freedom Nutritional Products			✔
Greencore	✔		
Greggs	✔		✔
Hilton Food	✔		
Imperial Brands	✔		
J Sainsbury	✔		
Kerry		✔	
Kimberly-Clark de Mexico			✔
Koninklijke Ahold Delhaize	✔	✔	
Kraft Heinz Foods			✔
Magnit	✔	✔	✔
Metro			✔
Morrisons	✔		
Premier Foods	✔		
PZ Cussons	✔		
Reckitt Benckiser	✔		
Spar			✔
SSP	✔		
Tate & Lyle	✔		
Tesco	✔	✔	
Thai Beverage			✔
Toly Bread			✔
Unilever	✔		
Walgreens Boots Alliance			✔
Énergie			
BP	✔		

Société	E	S	G
Cairn Energy	✔		
Concho Resources			✔
Energean Oil & Gas	✔		
Hunting	✔		
Parsley Energy			✔
Petrofac	✔		
Premier Oil	✔		
Pressure Technologies			✔
Royal Dutch Shell	✔		✔
Tullow Oil	✔		
Wintershall Dea	✔		
Wood	✔		
Yanzhou Coal Mining			✔
Finance			
3i	✔		
Admiral	✔		
AJ BELL	✔		
alstria office REIT	✔		
Amlin	✔		
Ashmore	✔		
ASR Nederland			✔
Assura	✔		
Aviva	✔		
Banco Itau	✔		✔
Banco Santander	✔		
Bank of America	✔		
Bank of Georgia	✔		
Bank Rakyat Indonesia			✔
Barclays	✔		✔
BBGI	✔		
Beazley	✔		
Big Yellow	✔		
Brewin Dolphin	✔		✔
British Land	✔		
Canadian Imperial Bank of Commerce	✔		
Capital & Counties Properties	✔		
Cerved Information Solutions			✔
Close Brothers	✔		
CLS	✔		
CMC Markets	✔		
Country Garden	✔		

Source : Schroders, 31 mars 2021.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Société	E	S	G
Country Garden Services		✔	
Coventry BS	✔		
Credit Suisse	✔		✔
CYBG	✔		
DBS Bank	✔		
Derwent London	✔		
Direct Line Insurance	✔		
DNB Nor	✔		
Equity Lifestyle Properties	✔		
First Abu Dhabi Bank			✔
Fraser Centrepoint Trust			✔
Goldman Sachs	✔		
Grainger	✔		
Great Portland Estates	✔		
Halyk Savings Bank of Kazakhstan		✔	✔
Hammerson	✔		
Hargreaves Lansdown	✔		
Helical Bar			✔
Hiscox	✔		
HSBC	✔		
Huatai Securities			✔
Huntington Bancshares	✔		
IG	✔		
IntegraFin	✔		
Intermediate Capital	✔		
Intesa Sanpaolo	✔		
Investec	✔		
Invitation Homes	✔		
JP Morgan Chase	✔		
Jupiter Fund Management	✔		
Lancashire	✔		
Land Securities	✔		
Law Debenture	✔		
Legal & General	✔		
Lloyds Banking	✔	✔	
Londonmetric Property	✔		
LSE	✔		
M&G	✔		
Man	✔		
Mitsubishi UFJ Financial	✔		
Mitsui Fudosan	✔		

Société	E	S	G
Mizuho Financial	✔		
NASDAQ			✔
National Australia Bank	✔		
NatWest			✔
Network International	✔		✔
NewRiver Retail	✔		
OneSavings Bank	✔		
Oversea-Chinese Banking	✔		
Paragon Group of Companies	✔		
Phoenix	✔		
Plus500	✔		
Provident Financial	✔		
Prudential	✔		
Quilter	✔		
Rathbone Brothers	✔		
Royal & Sun Alliance Insurance	✔		
Sabre Insurance	✔		
Safestore	✔		
Sanne	✔		
Savills	✔		
Segro	✔		
Shaftesbury	✔		
St James's Place Capital	✔		
St Mowdens Properties	✔		
Standard Chartered	✔		✔
Standard Life	✔		
Sun Communities	✔		
Syncona	✔		
TBC Bank	✔		
Terreno Realty	✔		
Toronto Dominion Bank	✔	✔	
TP ICAP	✔		✔
Tritax Big Box REIT	✔		
Unicredit	✔	✔	
Union Bank of Switzerland (UBS)	✔		
Unite	✔		
United Overseas Bank	✔		
VGP	✔		
Workspace	✔		
Yuzhou Properties	✔	✔	
Zhenro Properties	✔		✔

Source : Schroders, 31 mars 2021.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Société	E	S	G
Santé			
AstraZeneca	✔		
Aust Pharmaceut			✔
Bayer	✔	✔	✔
Becton, Dickinson & Co			✔
ConvaTec	✔		
Dechra Pharma	✔		✔
Gedeon Richter			✔
Genus	✔		
Gerresheimer			✔
GlaxoSmithKline	✔	✔	
Hikma Pharmaceuticals	✔		
Indivior	✔		
Mediclinic International	✔		
Merck	✔	✔	
Novartis		✔	✔
Novo Nordisk	✔	✔	
Oxford BioMedica	✔		
PureTech Health	✔		
Siemens Healthineers			✔
Smith & Nephew	✔		
Spire Healthcare			✔
UCB			✔
UDG Healthcare	✔		
United Drug			✔
Vectura	✔		
Industrie			
Acuity Brands			✔
Aggreko	✔		
Ashtead	✔		
Avon Rubber	✔		✔
B&M European Value Retail	✔		
Babcock	✔		
BAe Systems	✔		✔
Balfour Beatty	✔		
BBA	✔		
Biffa	✔		✔
Bodycote	✔		
Bunzl	✔		
Calisen	✔		
Capita	✔		✔

Société	E	S	G
Chemring	✔		
Cia de Distribn Integral Logista			✔
Clarkson	✔		
CNH Industrial			✔
Cognex	✔	✔	
Cohort			✔
DCC	✔		
Diploma	✔		
EasyJet	✔		
Experian	✔		
Fastenal			✔
First	✔		
G4S	✔		
Galliford Try	✔		
GEA			✔
Go-Ahead	✔		
Grafton	✔		
Hays	✔	✔	
Hazama Ando			✔
Homeserve	✔		
IMI	✔		
International Consolidated Airlines	✔		
Intertek	✔		
Ip	✔		
ITM Power	✔		
IWG	✔		
James Fisher & Sons	✔		
JGC			✔
John Laing	✔		
Kanamoto			✔
Kingspan			✔
Meggitt	✔		
Melrose Industries	✔		✔
Michael Page	✔		
Mitie			✔
Morgan Advanced Materials	✔		
Morgan Sindall	✔		
National Express	✔		
Nexans			✔
Osram			✔
PARK24			✔

Source : Schroders, 31 mars 2021.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Société	E	S	G
PayPoint	✔		
Polypipe	✔		✔
Qinetiq	✔		
Recruit	✔	✔	
Rentokil Initial	✔		
Rolls-Royce	✔		
Rotork	✔		
Royal Mail	✔	✔	
Senior	✔		
Serco	✔		
Sig	✔		
SMC			✔
Smiths	✔		
Spirax-Sarco Engineering	✔		
Stagecoach	✔		
Trainline	✔		
Travis Perkins	✔		
Ultra Electronics	✔		
Vertiv Intermediate	✔	✔	✔
Vestas Wind Systems		✔	
Vesuvius	✔		
Weir	✔		
Wizz Air	✔		
XP Power	✔		
Technologies de l'information			
Airtel Africa	✔		
AMS			✔
Auto Trader	✔		
Avast	✔		
Aveva	✔		
Chaozhou Three-circle			✔
Computacenter	✔		
DiscoverIE			✔
Dolby Laboratories			✔
Electrocomponents	✔		
Equiniti	✔		
Equinix			✔
FDM	✔		
Globant			✔
Gooch & Housego			✔
Halma	✔		

Société	E	S	G
Intuit Inc			✔
Just Eat	✔		
Kainos	✔		
Micro Focus	✔		
MoneySuperMarket	✔		
Oxford Instruments	✔		
Playtech	✔		
PTC			✔
Renishaw	✔		
Sage	✔		
Softcat	✔		
Spectris	✔		
Spirent	✔		
Tencent		✔	
Teradata			✔
TT Electronics			✔
Ubisoft Entrytain		✔	
Visa			✔
Matériaux			
Anglo American	✔		
Antofagasta	✔		
Aurubis			✔
BHP Billiton	✔		
Card Factory	✔		
Centamin	✔		
Crest Nicholson	✔		
CRH P	✔		
Croda International	✔		
DS Smith	✔		
Elementis	✔		
Ems-Chemie	✔		
Essentra	✔		
Evraz	✔		
Ferrexpo	✔		
Fresnillo	✔		
Glencore	✔		
Hengyi Petrochemical			✔
Hill & Smith	✔		
Hochschild Mining	✔		
Holcim Philippines			✔
Ibstock	✔		

Source : Schroders, 31 mars 2021.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Société	E	S	G
Intelligent Packaging	✔		
Johnson Matthey	✔		
JSR			✔
Kaz Minerals	✔		
Klabin	✔		
Lenzing			✔
LG Chemical	✔		
Marshalls	✔		
Mitsubishi Chemical	✔		
Mondi	✔		
Petropavlovsk	✔		
Polymetal	✔		
RHI Magnesita	✔		
Rio Tinto	✔	✔	✔
Smurfit Kappa	✔		
Sociedad Quimica y Minera			✔
South32	✔	✔	
Synthomer	✔		
ThyssenKrupp			✔
Toray Industries			✔
Vale	✔	✔	✔
Victrex	✔		
Zhaojin Mining Industry			✔
Zijin Mining			✔
Immobilier			
Columbia Property Trust			✔
Frasers Logistics and Industrial Trust			✔
Gcp Student Living	✔		
Sirius Real Estate	✔		
Services de télécommunications			
Ascential	✔		
BT	✔		
Cineworld	✔		
Helios Towers	✔		
TalkTalk	✔	✔	
Vodafone	✔		
Services aux collectivités			
Acea	✔		
Centrica	✔		
Contourglobal	✔		
Drax	✔		

Société	E	S	G
EDP			✔
Energias do Brasil			✔
National Grid	✔		✔
Northumbrian Water	✔		
Orsted	✔		
Pennon	✔		
Scottish and Southern Energy	✔		
Severn Trent	✔		
Telecom plus	✔		
Terna	✔		✔
United Utilities	✔		

Légende

E – Environnemental
S – Social
G – Gouvernance

Source : Schroders, 31 mars 2021.

Les entreprises et secteurs figurant dans le présent document sont mentionnés à titre indicatif uniquement et ne doivent pas être considérés comme des recommandations d'achat ou de vente.

Progrès réalisés en termes d'engagements

Cette section examine les progrès réalisés dans le cadre d'engagements historiques. Nous consignons nos activités d'engagement dans notre base de données interne, afin de faciliter le suivi des entreprises dans lesquelles nous investissons. Afin de garantir un suivi efficace, nous fixons un calendrier jalonné d'étapes majeures et définissons des objectifs. Nous mesurons ensuite les progrès réalisés au regard de ces éléments et si nécessaire, nous révisons les objectifs en fonction des progrès constatés.

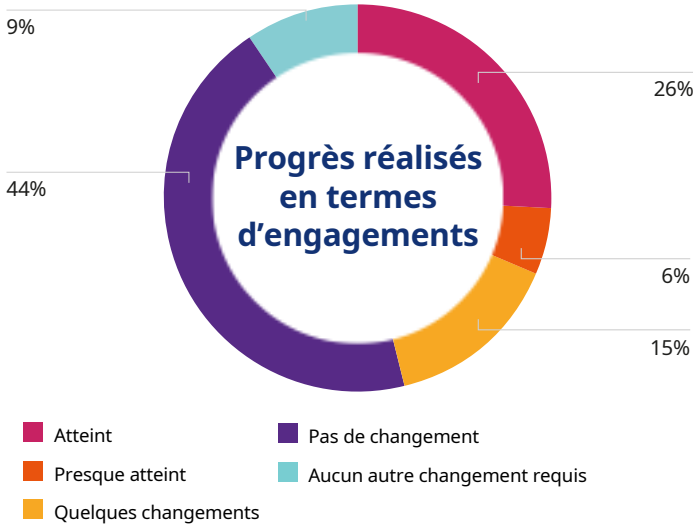
Cinq résultats sont possibles : « Objectif atteint », « Presque atteint », « Quelques changements », « Statu quo » et « Pas d'autres changements requis » (généralement parce que nous avons vendu la position).

Nous sommes conscients du temps nécessaire pour intégrer les changements demandés dans le processus d'activité d'une entreprise. Nous passons généralement en revue les demandes de changements 12 mois après leur mise en place. Nous continuons ensuite à contrôler les progrès et intensifions notre engagement si nécessaire.

Au premier trimestre 2020, Schroders a soumis 54 demandes de changement classées en engagements de niveau 1. L'examen de ces engagements au quatrième trimestre 2020 a permis de compiler les progrès réalisés sous forme de graphique circulaire (voir ci-dessous).

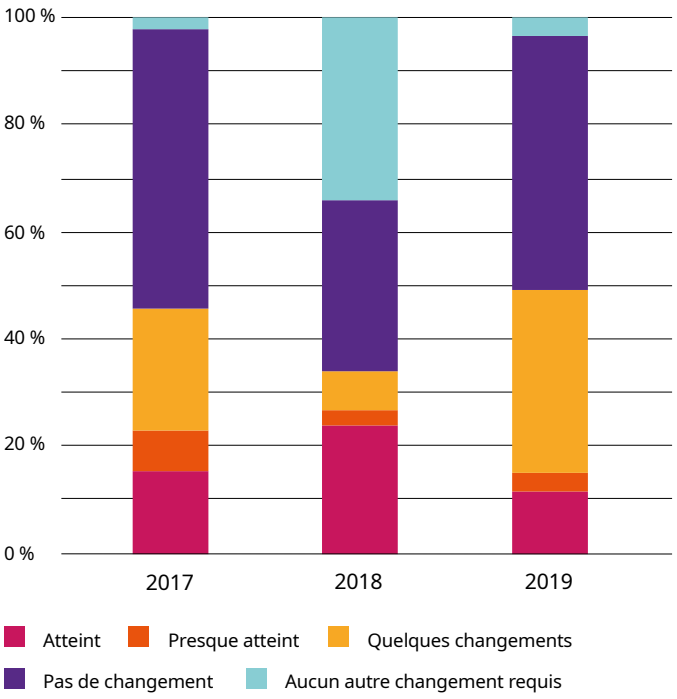
Le graphique à barres ci-dessous montre l'efficacité de notre engagement sur une période de trois ans. D'après notre expérience, il faut au moins deux ans pour qu'une entreprise mette en œuvre les changements demandés, d'où l'omission des données des deux dernières années au sein du graphique.

PROGRÈS EN TERMES D'ENGAGEMENTS PAR RAPPORT AU 1ER TRIMESTRE 2020



Source : Schroders, au 31 mars 2021

EFFICACITÉ DES DEMANDES DE CHANGEMENTS — SUR UNE PÉRIODE DE 3 ANS



Source : Schroders, au 31 décembre 2020

EST. 1804

Schroder Investment Management (Europe) S.A., succursale française
1, Rue Euleur – 75008 Paris
T +33 1 53 85 85 85

schroders.fr
@SchrodersFR

Informations importantes
Schroder International Selection Fund (la « Société ») est une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) de droit luxembourgeois et est coordonnée au regard de la réglementation européenne. La Société et certains de ses compartiments ont obtenu l'autorisation de commercialisation en France de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document ne constitue en aucun cas une offre contractuelle ni une offre ou une sollicitation en vue de la souscription des actions de la Société. Aucune information ou affirmation contenue dans ce document ne doit être considérée comme une recommandation. Les souscriptions des actions de la Société ne peuvent être effectuées que sur la base du document d'informations clés pour l'investisseur et du prospectus en vigueur, accompagné du dernier rapport annuel audité (ainsi que de tout rapport semestriel non-audité si celui-ci a été publié ultérieurement). Des exemplaires de ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Schroder Investment Management (Europe) S.A. ou du correspondant centralisateur de la Société en France, Société Générale, 29 boulevard Haussmann, F-75009. Tout investissement dans la Société comporte des risques qui sont définis de manière plus détaillée dans le document d'informations clés pour l'investisseur et le prospectus.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les cours des actions ainsi que le revenu qui en découle peuvent évoluer à la baisse comme à la hausse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant qu'ils ont investi. Schroders est responsable du traitement de vos données personnelles. Pour obtenir des informations sur la façon dont Schroders pourrait traiter vos données personnelles, veuillez consulter notre Politique de confidentialité disponible à l'adresse suivante : www.schroders.com/en/privacy-policy ou sur demande au cas où vous n'auriez pas accès à cette page Web. Ce document est produit par Schroder Investment Management (Europe) S.A., 5, rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg, Luxembourg. R.C. Luxembourg B 37.799. Pour votre sécurité, les communications peuvent être enregistrées et surveillées.

Les données de tierces parties sont la propriété du fournisseur de données ou celui-ci y est autorisé sous licence, et ne peuvent être reproduites ou extraites et utilisées à aucune autre fin sans l'autorisation du fournisseur de données. Ces données sont fournies sans aucune garantie de quelque nature que ce soit. Le fournisseur des données et l'émetteur du document ne peuvent aucunement être tenus responsables par rapport aux données de tierces parties. Le prospectus et/ou www.schroders.fr contiennent les avertissements supplémentaires applicables aux données des tierces parties.

FTSE International Limited ("FTSE") © FTSE 2020. "FTSE®" est une marque déposée de London Stock Exchange Plc et de Financial Times Limited. Elle est utilisée par FTSE International Limited dans le cadre d'une licence. Tous les droits sur les valeurs des indices FTSE et / ou les notations FTSE sont la propriété de FTSE et / ou de ses donneurs de licence. Ni FTSE ni ses donneurs de licence ne peuvent être tenus responsables des erreurs ou des omissions relatives aux indices FTSE et / ou notations ou données sous-jacentes FTSE. Aucune circulation des données FTSE n'est autorisée sans le consentement écrit expresse de FTSE.

CS3006 RI000070/FR0421